

BULLETIN

PUBLICATION CONJOINTE DE / JOINT PUBLICATION OF
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE
&
CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION

Septembre 1975
cinquième année
No. 1

V / 1

September 1975
volume V
No. 1

Rapport du président sortant, page 5

Secretary-treasurer's report, page 9

CPSA/ECPR twinned workshops, page 19

Nouvelles des départements/Departmental news, page 21

UN RAPPORT SPECIAL SUR LES DETENTEURS D'UNE
MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE, après la page 26

Charter Flights to 1976 IPSA Congress, page 25

*Toute correspondance
au sujet du bulletin
devrait être envoyée au rédacteur:*

François-Pierre Gingras,
Département de science politique,
Université McMaster,
Hamilton, Ontario

*All correspondence
relating to the newsletter
should be directed to the editor:*

François-Pierre Gingras,
Department of Political Science,
McMaster University,

Non, ce n'est pas une erreur! Le Bulletin a changé de rédacteur. Caroline Andrew a pris sa retraite après trois ans de travail à ce poste. C'est elle qui a fait du Bulletin ce qu'il est devenu. Il faut l'en remercier. Salut, Caroline, et merci. Et bonne chance dans tes nouvelles activités!

After editing the Newsletter and then the Bulletin for three years, Caroline Andrew is moving to other activities. We must thank her warmly for having made the Bulletin what it is now. And we must only hope that the new editor will do as well: it should be difficult enough! Thanks, Caroline, and the best of luck.

*

*

*

ONTARIO SCENE: Education and Politics

Expenditures by the ministries of Education and College and Universities represented 32.7 per cent of the total expenditures of the Ontario government in 1968-69. It is estimated that they will account for 26.8 per cent in 1975-76, thus reflecting a constant decline year after year. Minority governments are often said to be more responsive to criticisms of the opposition. In one campaign brochure, Policies for Today, Ontario New Democrats argued that: "In the last decade, concern for education has been reduced to a matter of dollars, numbers, and buildings... Our concern now must be with the quality of education."

What impact will have the results of the September 18 elections on higher education in the province? Send your commentaries to the Bulletin editor. Some space will be available for discussion of this question in our November issue.

*

*

*

Deadline for the inclusion of informations or commentaries in the November issue: October 24.

Date-limite pour inclure vos nouvelles et vos commentaires dans la livraison de novembre: 24 octobre.

*

*

*

FORTHCOMING IN THE BULLETIN ...

... excerpts from a report by Michael Kahan on PERIODICALS IN POLITICAL SCIENCE: THEIR USES AND ABUSES

NOTICE

AVIS

NOMINATIONS FOR OFFICERS OF THE CPSA

In accordance with the provisions of article VIII, section 2, of the constitution of the Canadian Political Science Association, the nominating committee invites nominations for the office of President-Elect, Vice-President, six Members-At-Large on the Board of Directors, and three Members of the Nominating Committee. Nomination forms must be duly signed by two CPSA members and should preferably indicate agreement on the part of the nominee. Nominations should be in the hands of the Secretary-Treasurer (c/o University of Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5) before January 15, 1976.

Nominations should take into consideration the geographical distribution that would include the following regions: the Atlantic provinces, Quebec, Ontario, the Prairie provinces, and British Columbia.

Only nominations received before January 15, 1976, will be included in the list proposed to the membership by the nominating committee. However, names of the other candidates may be placed on the ballot by any two members submitting a nomination paper, signed by themselves and the nominee, to the Secretary-Treasurer before midnight of the first day of the annual meeting.

L'ELECTION DES FONCTIONNAIRES DE L'ACSP

Selon les provisions de l'article VIII, paragraphe 2, de la constitution le comité des candidatures invite les membres de l'Association canadienne de science politique à présenter des candidatures au poste de président désigné, vice-président, et conseiller (6) du Bureau de direction, et au poste de membres (3) du comité des candidatures. Les formules de candidatures doivent être contresignées par deux membres de l'ACSP et devraient de préférence indiquer que le candidat accepte de se porter candidat. Les candidatures doivent parvenir au secrétaire-trésorier (a/s Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5), avant le 15 janvier, 1976.

Les candidatures devraient tenir compte d'une répartition géographique qui comprendrait les régions suivantes: les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les provinces de l'Ouest et la Colombie Britannique.

Seules les candidatures reçues avant le 15 janvier, 1976 seront incluses dans la liste présentée aux membres par le comité des candidatures. Cependant, le nom d'autres candidats pourra être ajouté à la liste des candidats par l'action conjointe de deux membres, qui à cet effet devront remettre au secrétaire-trésorier, avant minuit du premier jour de la réunion annuelle, un avis des candidatures, signé par le candidat et par eux-mêmes.

CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION
ASSOCIATION CANADIENNE DE SCIENCE POLITIQUE

Board of directors - 1975/1976 - Bureau de direction

President/Président: Donald Rowat (Carleton)

Président sortant/Past-President: Léon Dion (Laval)

President-elect/
Président désigné: *Alan Cairns (UBC)

Vice-president/Vice-président: *Janice Stein (McGill)

Secretary-treasurer/
Secrétaire-trésorier: John Trent (Ottawa)

Secretary-treasurer-elect/
Secrétaire-trésorier désigné: *Conrad Winn (Carleton)

Conseillers/directors: *Caroline Andrew (Ottawa)
(Mandat de 2ans/Two-year term): *Ed Black (Queen's)
*Donald Blake (UBC)
*John Courtney (Saskatchewan)
*Norman Ruff (Victoria)
*Pauline Vaillancourt (UQAM)

(Mandat d'un an/One-year term): Peter Aucoin (Dalhousie)
Louis Balthazar (Laval)
Fred Engelmann (Alberta)
*Tran Quang Ba (Moncton)
Fred Schindeler (Urban Affairs)
Gilbert Winham (Dalhousie)

Comité des candidatures/
Nominating committee: *David Elkins (UBC)
*Jacques Lévesque (UQAM)
*Paul Pross (Dalhousie)

Note: * = elected in Edmonton at the annual general meeting of the CPSA, June 4, 1975.

* = élu à Edmonton au cours de l'assemblée générale annuelle de l'ACSP, le 4 juin 1975.

Autres fonctionnaires de l'ACSP/Other CPSPA officers

Co-editors of the Journal/

Co-directeurs de la Revue: Paul Fox (Toronto)
Vincent Lemieux (Laval)

Programme chairman/1976/

Responsable du programme: Denis Smith (Trent)

Rédacteur du Bulletin/

Bulletin editor: François-Pierre Gingras (McMaster)

CPSA BOARD OF DIRECTORS' MEETING

University of Alberta
Edmonton, June 4, 1975

1. Introduction of newly elected Board members
2. Adoption of agenda
3. Approval of the minutes
4. President's comments: activities of the past year and plans for the coming year
5. Social Science Research Council of Canada
 - a) French-English Exchanges
 - b) International Representation
 - c) Directory of Canadian Social scientists
 - d) Scholars' Press
6. Parliamentary Internship Programme/addition of interns from natural sciences and engineering
7. Graduate Studies Committee
8. Departmental Memberships
9. Secretary-Treasurer-Elect/research responsibilities
10. Canadian Content Committee/review of its role
11. SSRCC Council/resignation of one Political Science representative
12. Next meeting

Members of the CPSPA may obtain copies of part or all of the minutes.

*

*

*

NEXT BOARD OF DIRECTORS MEETING

Carleton University
Ottawa, November 22, 23, 1975

Rapport du Président
au Congrès Annuel de
l'Association canadienne de Science politique
l'Université de l'Alberta, Edmonton, le 4 juin, 1975

Le Rapport du secrétaire-trésorier couvre les activités spécifiques de l'Association canadienne de science politique durant la période allant de juin 1974 à mai 1975. Il me revient de faire mention de certains points généraux de même que l'agréable devoir de remercier comme il convient les nombreuses personnes dont le généreux labeur fonde le dynamisme qui caractérise notre association.

Outre la production de la Revue et du Bulletin dont elle assume en permanence la responsabilité, la supervision des stages parlementaires et des divers comités qu'elle s'est donnés pour effectuer des tâches précises, l'association cette année a accordé une attention toute particulière à un dossier particulier: celui du Conseil des Arts du Canada ou plus précisément celui du nouveau Conseil des Humanités et des Sciences sociales qui devrait être créé par une loi du Parlement cet automne, ce qui nous obligera à nous détacher du Conseil des Arts avec lequel nous avons entretenu des relations intimes depuis près de vingt ans.

Il va sans dire qu'un développement aussi imminent et de semblable envergure ne peut laisser l'association indifférente. Aussi bien nous avons entretenu d'étroites relations avec le Conseil canadien des recherches en sciences sociales qui s'est imposé la tâche de coordonner

l'action des sociétés savantes. Par ailleurs, votre président a écrit deux lettres au Premier Ministre du Canada, la première à titre officiel et la seconde à titre plus personnel et il a reçu des réponses élaborées de monsieur Trudeau à ces deux lettres. En outre, grâce au concours financier de la Commission sur les études universitaires supérieures dans les humanités et les sciences sociales, nous avons fait effectué une étude de la situation qui prévaut actuellement dans les universités canadiennes en ce qui concerne la recherche et l'enseignement de deuxième et troisième cycles dans le domaine de la science politique. Cette étude disciplinaire, menée par Hugh Thorburn, porte sur les universités de langue anglaise, Vincent Lemieux ayant mené une étude semblable parmi les universités francophones. Enfin, à l'occasion de leur réunion annuelle de janvier, qui avait lieu cette année à l'Université de Waterloo grâce aux bons offices de John Wilson, les directeurs de département ont consacré une séance entière à la discussion du projet de travail de Hugh Thorburn, projet aujourd'hui complété.

Je ne peux dire que toutes les inquiétudes que plusieurs d'entre nous entretiennent au sujet de l'avenir de la recherche et de l'enseignement universitaire supérieur dans le domaine de la science politique sont par là dissipées. Mais j'estime que, grâce à nos efforts, nous comprenons un peu mieux la situation que l'an dernier. Pour ma part, je ne crois pas que la création éventuelle d'un nouveau conseil de subvention à la recherche indique de graves risques pour l'avenir de la science politique au Canada. Nous devons néanmoins tirer profit de cet événement pour nous demander si jusqu'ici nous avons rempli adéquatement notre rôle de professeurs et de chercheurs.

Dans le cours de l'accomplissement de mes obligations comme président, j'ai pu mieux réaliser jusqu'à quel point une association comme la nôtre pouvait servir les meilleurs intérêts de la science politique. Je souhaiterais cependant que s'y développe encore davantage l'esprit critique qui permettrait des remises en question encore plus fondamentales de notre discipline et de la façon dont nous l'abordons.

J'ai été également frappé par l'esprit de collaboration et par le climat d'harmonie qui ont régné cette année parmi les membres du bureau de direction. Plus encore, l'enthousiasme qu'ont manifesté ceux qui ont oeuvré au sein de nos nombreux comités d'étude m'a fortement impressionné. Il nous faut veiller à maintenir cet enthousiasme qui représente le souffle de vie de toute association volontaire.

Je m'abstiens de mentionner les noms des personnes qu'il me faudrait remercier de leur bon travail de crainte de pécher par omission. Il en est toutefois certains qu'il s'impose de citer soit qu'ils soient les permanents de l'association ou soit encore qu'ils abandonnent leur tâche au sein de l'association. C'est ainsi qu'il m'est impossible de taire le plaisir que j'ai eu à travailler avec notre secrétaire-trésorier, John Trent, qui durant encore la prochaine année continuera à servir l'association avec loyauté et dévouement, avec la chaleureuse assistance de la secrétaire exécutive, Rita Archer et de Marcelle Pilet. De même convient-il de remercier David Smith, le Président du Comité du programme, qui s'est acquitté de sa lourde responsabilité avec grand succès.

A partir du numéro de septembre, Caroline Andrew cessera d'être responsable du Bulletin. Quand on sait le temps et le dévouement qu'elle a mis à préparer ces bulletins dont on reconnaît de plus en plus l'utilité, on doit convenir qu'il n'y a pas de mots qui puissent la remercier convenablement. Jim Hurley lui aussi abandonne la direction des stages parlementaires qu'il a assumée depuis les débuts. Qu'il soit remercié pour avoir su mettre sur pied et maintenir l'activité qui tient une si grande place dans la vie de notre association. De même Vincent Lemieux quitte la co-direction de la Revue qu'il a assumée d'abord avec David Hoffman et ensuite avec Paul Fox. La responsabilité plus particulière des textes français qu'assume le co-directeur francophone, nommé par la Société canadienne de science politique, peut paraître à première vue assez lourde puisque les textes français représentent environ le quart ou le cinquième de la revue. Mais il faut avoir déjà été co-directeur, comme ce fut mon cas, pour savoir que le poids de ce poste est en réalité plus lourd qu'il ne semble. Qu'il doit donc lui aussi remercié du succès de ses efforts.

Il me reste à exprimer ma reconnaissance à l'endroit de la direction de l'Université Laval et du département de science politique pour avoir bien voulu me faciliter ma tâche universitaire afin que je puisse m'acquitter convenablement de mes responsabilités vis-à-vis de l'association. Dans mes remerciements à l'Université Laval, j'associe étroitement ma secrétaire, Paule Maranda, qui ne s'est jamais dérobée à la tâche supplémentaire que mes obligations ont représentée pour elle.

Léon Dion
Président

SECRETARY-TREASURER'S REPORT
TO THE 1975 ANNUAL GENERAL MEETING OF THE
CANADIAN POLITICAL SCIENCE ASSOCIATION
UNIVERSITY OF ALBERTA, EDMONTON, JUNE 4th, 1975

I ADMINISTRATION

Nominations

The Board of Directors of the Association is pleased to announce the following appointments: François Gingras of McMaster University has accepted the nomination as editor of the Bulletin to succeed Caroline Andrew whose term expires in June 1975; Denis Smith of Trent University, a member of this year's Programme Committee, has been named chairman of the 1976 Programme Committee; The Parliamentary Internship Programme will come under the new directorship of Professor Jean-Pierre Gaboury (University of Ottawa) who will succeed James Hurley in June.

Membership Promotion

The CPSA Secretariat undertook two promotional mailings, one to the 300 faculty members who are not members of the Association and the other to graduate students (663) inviting them to join the Association. The campaigns have been fairly successful with approximately 10% responding positively in each case. The relatively large number of professors who are not members is symptomatic of a growing problem - the hyper-specialization within the discipline and an attendant narrowing of interests.

In addition, we have tried to work out with External Affairs a programme for the distribution of our and other Canadian learned journals in selected foreign countries.

Joint Membership Proposals with other Associations

A general request to political science journals in other countries and other social science journals in Canada to form a subscription consortium to promote cross-national and interdisciplinary reading habits, met with little success. We have already a joint subscription arrangement with the Canadian Economics Association and we have now made specific proposals to the Canadian Journal of Public Administration, the Canadian Journal of Sociology and Anthropology and the Canadian Public Policy Review to permit us to offer subscriptions to their journals to our members at reduced rates. We are awaiting replies.

New Journal Subscription Category

The Association will offer a new \$15/year subscription category to the Canadian Journal of Political Science to individuals residing outside of Canada.

The new category entitles individuals to a subscription to the Journal only and does not carry membership privileges with it. The new subscription was created in response to numerous requests from persons living outside of Canada.

II ACTIVITIES

Once again the Association has undertaken new projects in addition to continuing activities already in progress.

Department Chairmen's Conference

The third Department Chairmen's Conference was held in January at the University of Waterloo. The attendance (32 chairmen) and the positive response to the conference were very encouraging and the CPSA intends to organize these meetings annually. A number of resolutions emerged from the meeting some of which the Association has already acted upon. 1) A questionnaire was circulated to all departments concerning hiring plans for the fall. The results were compiled, returned to departments and published in the Bulletin; This will be done each year. 2) A committee was established to analyze graduate programmes on a continuing basis (see below); 3) Plans are being made to publish an information brochure on political science aimed primarily at high school students; 4) A proposal for the establishment of a government internships programme is being pursued; 5) A proposal is being submitted to departments inviting them to participate in a CPSA Departmental Programme which will increase our services to departments, facilitate communications between them, provide a valuable feedback for the Association and increase its base of revenues that is not dependent on government grants. We hope all members of the Association will influence their departments to join this programme.

Last year's Department Chairmen's Conference also recommended the creation of an increased number of Post Doctoral Research Fellowships. Jim Hurley and Fred Schindeler pursued this and the government internships proposal only to find the Canada Council has in existence an under-used, unknown Post Doctoral programme it is considering dropping for lack of requests. A word to the wise....

Manpower and Placement Committee

This committee has been active collecting new data on the number of Ph.D. students and their employment intentions. A report will be presented at the Annual General Meeting.

Last year's annual report mentioned negotiations between the Association and the Public Service Commission, Treasury Board and a number of senior departmental personnel on the subject of federal government employment for political scientists. A detailed memorandum (Bulletin, Nov./74, Vol. IV, No. 2) was sent to the federal government requesting changes in their employment practices. One

request was the inclusion of political science as a field in Data Stream. The Public Service Commission recently informed us this is being arranged, with political science being located in "social science services" and ten specializations particular to political science will be used, the majority of them being based on CPSA proposals.

The general topic is still being pursued (slowly) with the federal government but it would be wise for groups of political scientists in the various provinces to look into the situation in their own provincial and municipal governments.

Research Policy and Government Science Policy

One of the Association's top priorities during the past year has been to participate in the debate on science policy and to keep the membership informed of events in this field. The CPSA has worked primarily through the Social Science Research Council of Canada on this subject although our President, Léon Dion has had an exchange of letters with the Prime Minister concerning the proposed new funding council for the humanities and social sciences. These letters were published in the Bulletin as was the Meekison-Engelmann report on political science and science policy. The CPSA did participate in Phase I (autonomy) and Phase II (structure and programmes) of the SSRCC's attempts to influence the nature of the new funding council. A brief was submitted on the latter topic.

Canadian Content Committee

This committee was re-activated in 1974 with Ron Manzer (University of Toronto) as new chairman. The committee has refused to work under the mandate established by the Board of Directors and a report outlining the reasons behind the refusal will be prepared for distribution at this year's Annual General Meeting.

International Representation

The CPSA participated, once again through the SSRCC, in the establishment of an "International Representation Programme" which the Canada Council has agreed to fund. The programme will provide funds for international representation of disciplines and associations at an organizational and administrative level, an area which was over-looked when the Canada Council transferred the administration of small Research and International Travel Grants to the universities.

European Summer School

The Association was successful in its request that the Canada Council renew for a third year its \$4,000 grant to support four Canadian political scientists at the summer school sponsored by the European Consortium for Political Research, at the University of Essex in 1975. We are very pleased that the Council saw fit to support our efforts to maintain and expand our international contacts.

Micro-editions of the Journals

The Association has entered into an agreement with Micro-Media Co. Ltd. (Toronto) whereby back copies of the Canadian Journal of Political Science will be available in micro form one year after they have appeared in printed form.

Parliamentary Internship Programme

This programme continues to be one of the Association's most successful ventures and its success can be attributed mainly to its director, James Hurley, who has worked tirelessly to attain a high level of excellence within the programme. Its financing has been assured for another three years by a group of Canadian Insurance Companies largely due to Professor Hurley's efforts. We are considering expanding the programme with interns from the science and public administration sectors. Another sign of the Programme's success is the ever increasing number of applicants and its emulation in Quebec and Alberta and soon in B.C. and Ontario. It is hard to express the degree of the Association's debt to Jim Hurley for his inspired leadership and detailed attention to the Programme during its first six years.

CPSA Publications

- 1) IPSA Papers - At the end of the IXth World Congress of the International Political Science Association the CPSA undertook to catalog and reproduce the papers presented at the Congress. The bulk of the sales occurred in 1974 and reproduction of papers has ceased. The Association realized a small profit on these papers but not as great as had been hoped - mainly because of the substantial increase in printing costs. However, their sale did help reduce the small IPSA deficit absorbed by the CPSA after the Congress.
- 2) Canadian Collection of Reprints in Political Science - The reprint series has been in existence for almost two years. Although its initial sales were rather poor orders have since increased to the point that more of the original reprints have been ordered and five new articles will join the series. The decision to maintain and expand the series was based largely on the favourable response from faculty members across Canada to a questionnaire sent out by the CPSA Publications Committee. Members are strongly urged to consider using the reprints in their courses. The series is intended as an inexpensive source of Canadian readings for students but, its existence depends on sufficient demand.
- 3) Annual Updating of Theses in Canadian Political Studies - This publication will appear bi-annually rather than annually as has been the case for the past three years. The Board's decision was based largely on financial restrictions. However, in order to maintain a certain level of information on this subject on a yearly basis, the Bulletin, in its spring issue, will publish a list of "new theses" and "theses completed" for the year in which the official publication does not appear. Once again, I would like to remind members this is an indispensable tool for avoiding thesis duplication and keeping abreast of one aspect of current research.

4) Papers Presented at the CPSA Annual Meeting - This publication continues to be a sound financial venture and very popular with university libraries. It provides a rare opportunity for professors to have the papers of the June meeting available in the library for September courses. The Association is most grateful to individuals and their institutions who continue to provide us with copies of their papers for inclusion in the publication.

5) The CPSA/ScSp Bulletin - Thanks largely to Caroline Andrew, our newsletter has become a regular, timely publication which has proven very useful in keeping members well informed of current activities and issues. Suggestions for developing its utility are always welcome.

New Activities

1) Discipline Study of Graduate Programmes

The Healy Commission on Graduate Studies in the Humanities and Social Sciences (sponsored by the Canada Council) channelled a \$2,000 grant through the CPSA in October for a discipline study. Hugh Thorburn (Queen's) agreed to do the study on behalf of the Association. Miraculously his report to the Commission was completed in March and it is hoped copies can be available for distribution at the Annual General Meeting.

According to the guidelines of the Commission the report was to study:

- 1) the evolution of graduate programmes as they reflect changing concepts or emphasis within the discipline;
- 2) the objectives of the course work in the programmes as they reflect the changing balance between comprehensive knowledge and specialized training and the relationship between research interests and teaching;
- 3) the objectives of the thesis in the graduate programme;
- 4) the influence exerted on graduate programmes by changing employment opportunities;
- 5) future needs and prospects in the light of this evolution.

2) Canadian Public Policy Journal

The Association requested and received an associate editorship on the new Canadian Public Policy journal published by the Canadian Economics Association. We also have another representative on the editorial board. Richard Simeon (Queen's) and Ted Hodgetts (Toronto) occupy the two positions respectively. The Associate editor will report to the Annual General Meeting each year.

3) 1975 CPSA/ScSp Colloque

The Association and the Société are planning a joint bilingual Colloque this fall on a subject within the area of Empirical Political Analysis. The Colloque's chairmen are H. Angell and A. J. Bélanger.

4) Committee on Graduate Programmes

As a result of the Thorburn report and discussions at the Department Chairmen's Conference, the CPSA has created a new standing committee to analyze graduate programmes. Janice Stein (McGill) has been asked to be chairman. Briefly,

the committee's mandate is to maintain and facilitate contacts and communications between departments of political science concerning particularly, but not exclusively, areas of specialization, the nature of the graduate programmes, relationship of teaching and research, relations between departments in the same region, the orientation of the programmes to alternate career outlets and domains of development of individual departments and the discipline as a whole.

5) Twinned Workshops

Bill Irvine (Queen's) has been asked to develop topics and procedures for the first in what is hoped will be a continuing series of Twinned Workshops sponsored by the European Consortium for Political Research and the CPSA.

6) SSRCC

The SSRCC is becoming an ever more active and important coordinator of, and spokesman for, the social sciences in Canada. The Association encourages this development. Two important projects that are moving ahead are the creation of a computerized directory of social science researchers in Canada and a multi-disciplinary programme of French-English exchanges of professors.

7) Institute for Research on Public Policy

The Association, through the president, has remained in contact with the development of the Institute for Research on Public Policy and its president Dr. Fred Carrothers has been invited to a special session of the Annual General Meeting.

Finance

Keeping in mind the deficit in 1973 the Association worked diligently (and successfully) towards attaining a budgetary surplus for 1974. The 1974 surplus has significantly reduced our overall deficit to manageable proportions. However, it should be noted that the Canada Council was unable to provide us with the amount requested for 1975, despite a decrease in our Journal grant request. The Council warns that things may be even tighter next year. This serves only to emphasize that the Association must constantly work towards greater financial independence as it becomes increasingly obvious the federal government is determined to 'rationalize' its support for the social sciences.

Thanks

Once again the Association is indebted to the editors of the Journal (Paul Fox, Vincent Lemieux, Alan Cairns, Frank Peers, Edouard Cloutier) of the Bulletin (Caroline Andrew) of the Canadian Public Policy Journal (Richard Simeon) the Programme Committee and its chairman (David Smith) the director of the Parliamentary Internship Programme (James Hurley) and to the chairmen and members of our committees: Nominating Committee, Jane Jenson; Constitutional Committee, Kal Holsti; Manpower Committee, Fred Engelmann; Publications Committee, Jon Pammett; Canadian Content Committee, Ronald Manzer. Many other colleagues are doing yeoman duty on these and other committees, such as the SSRCC. Special thanks are due to Hugh Thorburn for his study of Graduate Pro-

grammes, to Vincent Lemieux who is retiring as French language editor of la Revue, to John Wilson for his organization and hosting of the Department Chairmen Conference and to Don Rowat and John Meisel for their assiduous work in preparing for the succession in the Secretary-Treasurer's position. The CPSA once again is deeply grateful to the University of Ottawa for making available office space as well as administrative support services. We are continually indebted to the Canada Council which supports not only our Journal and administrative activities but also the Annual Meeting travel grants. Finally, and perhaps most important from the point of view of the Secretary-Treasurer and, I think, of the Association, we are extraordinarily fortunate to have Rita Archer and Marcelle Pilet looking after our affairs.

Respectfully submitted,
John E. Trent,
Secretary-Treasurer.

* * *

LETTRE OUVERTE A L'INTENTION DES DEPARTEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE
DU CANADA QUI OFFRENT UN PROGRAMME DE MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE.

Le Département de science politique de l'Université de Moncton, depuis mai 1975, a formé un certain nombre de diplômés ayant complété un programme de science politique avec la mention "spécialisation". A de rares exceptions près, nos étudiants ont l'intention d'entreprendre des études du 2e cycle. Pour les aider à faire un choix approprié (qui tienne compte de leurs domaines d'intérêt), mais aimerions recevoir toutes les informations nécessaires sur les programmes de maîtrise que vous offrez actuellement ou dans le futur.

Prière de communiquer avec Tran Quang Ba, Directeur du Département de science politique, Edifice Taillon, Université de Moncton, Moncton, N.-B., E1A 3E9

COMMUNICATIONS

CONGRES ANNUEL DE L'ACSP, 1976

L'Association invite ses membres à soumettre des sujets de communication à présenter lors du Congrès annuel 1976 de l'Association canadienne de Science politique qui aura lieu à Québec au début de juin 1976.

La date limite pour soumettre des sujets au membres du Comité du programme sera le 31 octobre 1975. Il sera impossible après cette date d'ajouter d'autres sujets.

On pourrait soumettre un sujet au membre du Comité responsable du domaine en question. Une proposition devrait comporter le titre, une explication du sujet et de la méthodologie employée, ainsi que l'hypothèse de base. Les documents complets ne doivent pas comporter plus de 30 pages, à double interligne. Ils doivent avoir été préparés spécialement aux fins de présentation aux réunions de l'A.C.S.P. et ne pas avoir déjà été présentés pour publication.

Le Comité du programme se réunira en novembre pour évaluer les propositions reçues et préparer le programme. Toutes les personnes ayant présenté un projet seront avisées peu après la réunion des décisions prises touchant leur projet.

Le Comité du programme accueillera avec plaisir tout commentaire et toute suggestion touchant les groupes de spécialistes et les séances plénières, ainsi que les projets de présentation. Parmi les sujets traités en séance plénière, on retrouve la politique sur les ressources naturelles, le Canada et l'économie mondiale, le Canada et le Tiers Monde, la politique sur l'immigration, les programmes d'études supérieures en sciences politiques et le rôle du Gouvernement en tant qu'employeur.

Les responsables de la section de l'étude comparative des politiques du monde occidental espèrent recevoir des projets de présentation touchant divers thèmes, mais espèrent surtout pouvoir organiser un certain nombre de groupes de spécialistes traitant des politiques des sociétés industrialisées modernes.

Toute autre suggestion touchant le programme de l'A.C.S.P. pour 1976 sera dûment étudiée.

Canadian Political Science Association
1976 Annual Meeting

First Call For Papers

Members of the profession are invited to submit proposals for papers to be presented at the 1976 Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, to be held in Quebec in early June, 1976.

The deadline for submission of proposals to members of the Programme Committee is October 31, 1975. It will not be possible to include in the programme proposals received after that date.

Proposals may be submitted to any member of the Committee listed below. They should include a title, a brief statement of the subject, the methods to be employed, and a basic thesis. Completed papers should be not more than 30 pages, double-spaced, in length. They should be prepared originally for presentation at the CPSA meetings, and should not have been previously submitted for publication.

The Programme Committee will meet in November to assess proposals and plan the programme, and those submitting proposals will be informed of their disposition shortly after that meeting.

The Programme Committee invites suggestions and comments on panels and plenary sessions as well as proposals for papers. Among the subjects to be considered for plenary sessions will be natural resources policy, Canada in the international economy, Canada and the third world, immigration policy, graduate programmes in political science, and the role of government as employer.

The section organizers in Comparative: Western politics are anxious for papers on a variety of themes, but particularly hope to have a number of panels on the politics of advanced industrial societies.

Any additional suggestions concerning the CPSA programme for 1976 are welcome.

Congrès de 1976 Meetings

ORGANIZERS/RESPONSABLES

Chairman/Président:	Denis Smith, Trent University, Peterborough;
State of the discipline/La Discipline:	John Trent, University of Ottawa, Ottawa;
Political Theory/Idéologie politique:	James Moore, Concordia University, Montreal;
Political Behaviour/Comportement politique:	Duff Spafford, University of Saskatchewan, Saskatoon;
Comparative:Western/Systèmes de l'Occident:	Stephen Wolinetz, Memorial University, St. John's, and Ken Carty, University of B.C., Vancouver;
Comparative;Communist and Third World/Systèmes communistes et tiers monde:	Tim Shaw, Dalhousie University, Halifax;
Canadian Politics/Politique canadienne:	Patrick Kyba, University of Guelph, Guelph;
Provincial and Urban/Politique urbaine et provinciale:	Pauline Vaillancourt, Université du Québec à Montréal, Montréal;
Public Policy and Administration/Politique et administration publique:	Bill Hull, Brock University, St. Catherines;
Law and Politics/Le Droit et la politique:	Carl Baar, Brock University, St. Catherines;
International Relations/Relations internationales:	François Bouvier, Université du Québec à Montréal, Montréal;
Political Economy/Economie politique:	Danny Drache, Atkinson College, York University, Toronto.

I M P O R T A N T A N N O U N C E M E N T

CPSA/ECPR TWINNED WORKSHOPS

The CPSA is arranging a series of twinned workshops with the European Consortium for Political Research. Four themes have been suggested:

- 1) Conflicts and Policy Options in Multinational Societies.
- 2) The Governmental Control of Multinational Corporations.
- 3) Territoriality vs. Functionality in Resource Policy.
- 4) Problems of Authority in Advanced Industrial Societies.

The first twinned workshop on "Conflicts and Policy Options in Multinational Societies" is scheduled for April 8-13, 1976, in Louvain. The objective is to prepare and compare current research in this area. A Canadian contingent consisting of approximately 10 individuals is planned. A European workshop on the 2nd topic "The Governmental Control of Multinational Corporations" is also scheduled in Louvain at the same time and the Association has been invited to recruit two Canadian participants for this workshop.

Persons interested in presenting papers related to the first theme should contact Ken McRae, the CPSA's workshop director for this topic. His address is: Department of Political Science, Carleton University, Ottawa, Ontario, K1S 5B6. Anyone interested in participating in the European workshop on the second topic should contact John Trent, Department of Political Science, University of Ottawa, Ottawa, Ontario, K1N 6N5. Individuals interested in being either participants in, or convenors of, the workshops for the last two topics should also contact John Trent.

Individuals may apply to their universities for travel funds under the Canada Council's "General Research Grants" which are distributed by the universities, usually through the School of Graduate Studies. In addition, the CPSA is seeking special funds for Canadian participation in the twinned workshops in cases where travel grants cannot be obtained from the universities within the "General Research Grants".

Back Issues of the Canadian Journal of Political Science are available in microform from...

Micro-Media Limited
Box 34, Station S
Toronto, Ontario M5M 4L6

...c'est l'adresse où l'on peut se procurer les vieux numéros de la Revue canadienne de science politique sur microfilm ou microfiche.

OF INTEREST TO POLITICAL SCIENTISTS

November 13 and 14, 1975, University of Windsor
The 17th Annual Canadian-American Seminar

"Mass transit: the urban crisis of North America"

The 1975 Seminar will examine the implications of the Mass Transit crisis in its total economic and technological context. It will dwell particularly on the impact that the crisis will have on North American life. There is general agreement that efficient Mass Transit would improve the quality of life in North America, however, implementation has been the cause of a number of serious disputes. Urban planners cannot agree what type of service would be most beneficial, how expensive or extensive the service should be, who should control or who should pay for them. As a consequence North Americans are at a dilemma in solving their Mass Urban Transit Crisis.

Topics to be discussed: Myths and realities of the urban transit problem; Case studies of success in transit systems; The technology of intermediate transit systems; Economic perspectives on mass transit policies; Planning the urban future.

Registration fee: \$75. (including all sessions, lunches, evening reception and banquet).

For information: (519) 253-4232

*

*

*

Erratum

In the May issue of the Bulletin, we listed some publications arising wholly or in part from work undertaken with the assistance of Canada Council Research Grants. The book Multilateral Sanctions in International Law (Praeger: New York, 1975) was erroneously attributed to Brown, John C. L. The author's correct name is: Brown-John, C. Lloyd. We hope our colleague at the University of Windsor will forgive us.

Ethnic Relations

The Research Unit on Ethnic Relations at the University of Bristol, U.K. has just produced a 24-page brochure outlining the work done in its various programmes. Academics interested in the field may obtain a copy from the Unit by writing to 8 Priory Road, Bristol, BS8 1SZ, United Kingdom.

 * NOUVELLES DES DEPARTMENTAL *
 * DÉPARTEMENTS NEWS *

Le Bulletin publie dans ces pages des renseignements à propos des changements de personnel dans les départements, y compris les nouveaux professeurs et leurs domaines de spécialisation, les congés sabbatiques, les professeurs invités ou suppléants, de même que les changements administratifs, les publications récentes et les principales recherches en cours. Nous mentionnons également les conférences, séminaires et autres activités des départements.

In these pages, the Bulletin publishes informations about staff changes, including new staff (with their areas of specialization), people on leave, visiting professors, and administrative changes within the departments. We shall also include information on recent publications by our colleagues and on major research projects being undertaken. Finally, information on upcoming department activities (seminars, lectures, etc...) will also be published.

YORK UNIVERSITY

Two new members have joined the York University Political Science Department as full-time faculty. Colin CAMPBELL, S. J., Ph.D. (Duke, 1974), M. Div. (J.S.T. at Berkeley, 1975), has research interests concentrated mainly in Canadian politics, especially elite recruitment and legislative behaviour. Fr. Campbell's recent publications include "Current Models of the Political System", Comparative Political Studies, 4 (April, 1971) and "'The Protestant Ethic,' 'Rationality' and Canada's Political Elite," Social Science Journal, 1 (October, 1975). He is currently preparing a book-length work on Senators, as compared to Members of Parliament. David Robert LEYTON-BROWN, Ph.D. (Harvard, 1973), has also been appointed as Assistant Professor. His research interests centre on: the multinational enterprise in the international political economy and Canadian elite images of international relations and Canadian foreign policy. Professor Leyton-Brown's recent publications include "The Multinational Enterprise and Conflict in Canadian-American Relations," International Organizations, Autumn, 1974, and "Politics and the Multinational Enterprise," International Perspectives (forthcoming). He is co-director, with R. B. Byers, T. A. Hockin and P. V. Lyon, of the "Canadian International Image Study." Also, during the term 1975-1976, John Gellner is visiting Associate Professor and Martha Fletcher, Michael Talalay, Graham White and Gerald Wright are serving as part-time lecturers.

Acting Departmental Chairman for the term 1975-1976 is Harvey Simmons; he will be succeeded by Michael Stevenson. The following faculty are on leave over the period 1975-76: Rod Byers, Edgar J. Dosman, Fred Fletcher, Rudolph Grant, Stephen Hellman (fall term), Grey Hodnett, David Hoffman, John Langford, Selwyn Ryan, Edward Weissman and Neal Wood.

UNIVERSITE D'OTTAWA

Personnel

Lawrence Alschuler, professeur agrégé, politique internationale.

Duncan Cameron, professeur suppléant 1975-76, politique canadienne.

Linda Geller-Schwartz, professeur suppléant 1975-76, politique canadienne.

Publications

Les Editions de L'Université d'Ottawa viennent de publier: Bibliographie analytique de l'Ontario français, de Benjamin Fortin et Jean-Pierre Gaboury.

CONCORDIA UNIVERSITY (Sir George Williams Campus)

Appointments

Mrs. Susan Schell has accepted a full-time, permanent appointment as Assistant Professor. Mrs. Schell (B.A. Cornell, Ph.D. Harvard) comes to us from Vico College of S.U.N.Y. (Buffalo). Her main areas of specialization are in Political Theory and Urban Politics.

Associate Professor Lalita P. Singh has returned from his leave of absence.

Associate Professor Klaus J. Herrmann -- on leave of absence 1975-76, will spend most of his time in West Germany where he is teaching in Munich.

As partial replacement the Department is retaining Terrence HEINRICHS for a further year as Sessional Lecturer.

Retirement

Professor Herbert F. QUINN has taken his retirement as of June 1, 1975 after some 30 years in the Department which he founded and built up. He will retain a connection with the Department and will continue work on a second edition of his Union Nationale and a projected book on French Political Parties during the III Republic.

UNIVERSITY OF MANITOBA

Appointments

Professor Paul G. Thomas has been appointed Head of the Department of Political studies effective July 1, 1975 for a three year term.

Mr. Philip Hansen has been hired as a Lecturer in Canadian Politics for the 1975-76 academic year.

Professor Lloyd Etheredge is leaving the Department of Political Studies to accept the position of Assistant Professor at Massachusetts Institute of Technology.

Vacancy

The Department of Political Studies hopes to make a new appointment at the level of Assistant or Associate Professor in the fields of Methodology and Canadian Politics for the 1976-77 academic year.

UNIVERSITY OF TORONTO (including Scarborough College)

Appointments (effective July, 1975)

Michael Donnelly, (new appointment as Visiting Lecturer - Scarborough College) - Japanese politics, comparative public policy.

Richard G. C. Johnston (new appointment as Visiting Assistant Professor - Scarborough College) - Political behaviour, Canadian politics, American politics.

Administrative Changes and Appointments

Ronald A. Manzer (Associate Professor of Political Science), Lawrence B. Smith (Professor of Economics), and Brian J. B. Galvin (Associate Professor of Commerce) have been appointed Associate Chairmen of the Department of Political Economy for three-year terms beginning July, 1975.

Kenneth J. Rea (Professor of Economics) has been appointed Supervisor of Undergraduate Studies; and Kenneth W. Bryden (Associate Professor of Political Science) has been appointed Director of Graduate Studies (for a three year term beginning in January, 1975).

Frank J. C. Griffiths (Professor of Political Science) is the new Director of the Centre for Russian and East European Studies at the University of Toronto.

Noah M. Meltz (Professor of Economics) is the new Director of the Centre of Industrial Relations at the University of Toronto.

John Sawyer (Professor of Economics) is the new Director of the Institute for Policy Analysis at the University of Toronto.

Alan Abouchar has assumed responsibility of Coordinator of Third World Studies within the International Studies Programme at the University of Toronto.

On Leave from the Department (for one year unless otherwise indicated)

W. Berns, A. Bloom (2nd term), J. Carr, S. Clarkson, I. Drummond,

S. Dupre (2nd year of a five-year leave), G. Helleiner, J. E. Hodgetts, F. Peers, P. Silcox, L. Waverman, T. Wilson, J. Winder.

UNIVERSITE LAVAL

Publications du Laboratoire d'études politiques et administratives

"Analyse des politiques gouvernementales: théories et méthodes", par Michel Bellavance, Vincent Lemieux et Jean Riopel (notes de recherche).

"L'image du gouvernement du Québec comme employeur chez les finissants des collèges et universités du Québec", par Michel Paquet (thèse de maîtrise).

Le deuxième bulletin d'information du L.E.P.A. a paru en juin. Il comprend un survol des recherches qu'on y mène et une courte bibliographie. On peut s'en procurer un exemplaire en écrivant au Département de science politique.

MCMASTER UNIVERSITY

Vacancy

Position of professor or senior associate professor for specialists in comparative politics (preferably Western Europe) with a substantive interest in Canadian politics. Date of appointment: July 1, 1976. Contact: Dr. Adam Bromke, chairman, Department of Political Science, McMaster University, Hamilton, Ontario. L8S 4M4

GLENDON COLLEGE (York University)

Leaves of absence and sabbaticals have marked this year the composition of Glendon College's Department of Political Science. Edward Appathurai and Ellen Wood are on sabbatical leave in Great Britain while Richard Schultz was granted a year's leave to do work for the Privy Council of Canada. Terry Olson resigned to take an appointment in the United States. Thus Simon McInnes was appointed to the Department as was Peggy Falkenheim while François-Pierre Gingras of McMaster University, Martha Fletcher and Laurent Dobuzinskis, were given part-time appointments to teach certain courses. Joseph Starobin returned from sabbatical leave and Stanislav Kirschbaum from an exchange professorship at L'Université Laval. Finally, the Department elected Norman Penner as Acting Chairman.

EDINBURGH 1976
IPSA Congress
August 15-21

EDINBURGH
Congrès
de l'AISP
du 15 au 21 août 1976

Are you interested in attending the 1976 Congress of the International Political Science Association either as a participant or an observer? If a charter flight would interest you as a means of transportation please return this form to the Canadian Political Science Association, c/o University of Ottawa, Ottawa K1N 6N5.

Etes-vous intéressé à assister au congrès de l'Association internationale de Science politique en 1976? Si oui, et désirez un vol nolisé, veuillez compléter cette formule et la retourner au Secrétariat de l'Association canadienne de Science politique, a/s Université d'Ottawa, Ottawa K1N 6N5.

NAME/NOM _____

UNIVERSITY/UNIVERSITE _____

PREFERRED POINT OF DEPARTURE/
ENDROIT DU DEPART _____

ORDER FORM

TO: Bookstore Manager

FROM: _____ for my course # _____
Name

_____ Material required by: _____
Department Date

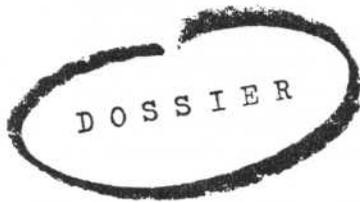
Please order the following reprints from:

Canadian Political Science Association
c/o University of Ottawa
Ottawa, Ont. K1N 6N5

<u>Quantity</u>	<u>Quantity</u>
Jacques Benjamin: La minorité et Etat bicommunautaire: quatre études de cas (IV,4) \$1.00 _____	K.J. Holsti: Retreat from Utopia: International Relations Theory, 1945-70 (IV,2) \$1.00 _____
Alan C. Cairns: The Electoral System and the Party System in Canada, 1921-1965 (I,1); J. A. Lovink: On Analysing the Impact of the Electoral System on the Party System in Canada (III,4); Alan C. Cairns: A Reply to J.A. Lovink (III,4) \$1.00 _____	A.W. Johnson: The Treasury Board of Canada and the Machinery of Government in the 1970s (IV,3) 75¢ _____
Alan C. Cairns: The Judicial Committee and Its Critics (IV,3) \$1.00 _____	Georges Lavau: Partis et systèmes politiques: interaction et fonctions (II,1) \$1.00 _____
Alan C. Cairns: Alternative Styles in the Study of Canadian Politics with replies by Norman Ward, J.R. Mallory and R.J. van Loon and M.S. Whittington (VII,1) \$1.00 _____	Arend Lijphart: Cultural Diversity and Theories of Political Integration; S.J.R. Noel: Consociational Democracy and Canadian Federalism; Gérard Bergeron: Commentaire de la communication du professeur Arend Lijphart (IV,1) \$1.00 _____
Paul-André Comeau: Acculturation ou assimilation: technique d'analyse et tentative de mesure chez les Franco-ontariens (II,2) \$1.00 _____	J.A.A. Lovink: Is Canadian Politics too Competitive? (VI,3) \$1.00 _____
C.E.S. Franks: The Dilemma of the Standing Committees of the Canadian House of Commons (IV,4) 75¢ _____	R. Simeon and D.J. Elkins: Regional Political Cultures (VII,3) \$1.00 _____
Gad Horowitz: Conservatism, Liberalism and Socialism in Canada (CJEPS XXX11,2) \$1.00 _____	Tom Truman: A Critique of Seymour M. Lipset's Article, "Value Differences, Absolute or Relative: The English-Speaking Democracies" (IV,4) \$1.00 _____
	John Wilson: The Canadian Political Cultures (VII,3) \$1.00 _____
	John Wilson and David Hoffman: The Liberal Party in Contemporary Ontario Politics (III,2) \$1.00 _____

Note to Bookstore managers:

A 20% reduction in price on quantity orders (10 copies of one article minimum) and a 100% return policy apply to all bookstore orders. The Association hopes bookstores will keep a supply of reprints on hand as the articles have been chosen with regard to their long term utility. There is no one year return deadline.



UN PROFIL ET DES OPINIONS DES DÉTENTEURS D'UNE
MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE
LAVAL, MCGILL, MONTRÉAL, OTTAWA, 1960-1970

Une note rédigée par
André Bernard

Au cours du printemps de 1971, une équipe d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal a effectué une recherche auprès des détenteurs d'une scolarité (ou d'un diplôme) de maîtrise en science politique effectuée entre 1960 et 1971 dans l'une des universités suivantes: Laval McGill, Montréal et Ottawa. L'objectif de cette recherche était triple: a) connaître les profils de carrière effectivement suivis par les détenteurs d'une scolarité de maîtrise en science politique des universités concernées, b) obtenir une appréciation de la formation acquise par ces "diplômés", c) recueillir des opinions et des recommandations concernant l'orientation de la pédagogie et de la recherche en science politique. Les pages suivantes présentent les principales observations dégagées de la compilation et de l'analyse des résultats de cette recherche.

Les caractéristiques générales: 197 détenteurs d'une scolarité de maîtrise

Les quatre universités retenues (Laval, McGill, Montréal, Ottawa) ont fourni les listes des personnes ayant complété une scolarité de maîtrise en science politique. Ces listes comportaient 227 noms. Les noms de 30 étrangers retournés dans leurs pays d'origine ont été exclus. Parmi ces étrangers, dix-neuf avaient obtenu leur maîtrise à McGill, sept l'ont obtenue à Ottawa, deux à Laval et deux à l'Université de Montréal. L'échan-

tillon retenu comportait finalement les noms de 192 Canadiens et ceux de cinq étrangers naturalisés canadiens et établis au Canada.

Les 197 Canadiens représentés sur les listes disponibles se répartissent de la façon indiquée au tableau I: 69 sont à l'emploi des maisons d'enseignement (universités et collèges), 67 sont dans la fonction publique (33 à Québec, 24 à Ottawa, 10 à l'étranger), neuf travaillent pour l'entreprise privée, quatre travaillent au sein d'organisations parapolitiques et quatre sont sans emploi (quatre femmes). Il y a en outre un journaliste et 33 étudiants plein-temps (au doctorat). Ce sont les diplômés de McGill et ensuite ceux de l'Université de Montréal qui affichent la plus forte propension pour les études de doctorat. Près du tiers des diplômés de Laval sont fonctionnaires à Québec; 90% des membres de l'échantillon qui sont actuellement au service de l'Etat québécois sont des diplômés de l'Université Laval.

Les caractéristiques de l'échantillon: 98 répondants

La moitié des personnes contactées ont répondu aux questions que leur ont soumises les enquêteurs.* Au terme de la compilation, 98 questionnaires ont pu être analysés. La répartition des répondants (98), du point de vue de l'occupation affichée et de l'université d'origine, est représentative de l'ensemble (197), ainsi que l'illustre le tableau II.

Les femmes de l'échantillon: elles sont quinze, dont trois en chômage

Il y a trente femmes parmi les 197 personnes considérées dans l'enquête: il y en a quinze parmi l'échantillon restreint de 98 répondants.

* L'équipe était constituée de Pierre TREMBLAY, coordonnateur, des professeurs Claude CORBO et Denis LAFORTE, conseillers, et des étudiants Suzanne ETHIER-LAPIERRE, Gérard DESROCHES, Robert HIEFFER et Yves DURAND, enquêteurs. Les frais d'enquête et de traitement des données ont été assumés par l'Université du Québec à Montréal. La Société canadienne de science politique a financé l'impression du questionnaire et le travail d'analyse.

TABLEAU I

OCCUPATION PRINCIPALE EN 1971 DES 197 CANADIENS AYANT COMPLÉTÉ
UNE SCOLARITÉ OU UN DIPLOME DE MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE
ENTRE 1960 ET 1970, AU QUEBEC OU À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

	OCCUPATION PRINCIPALE EN 1971							TOTAL
	MAISON D'ENSEI- GNEMENT	FONCTION PUBLIQUE QUÉBEC	FONCTION PUBLIQUE OTTAWA	SERVICE DIPLOMA- TIQUE	ENTRE- PRISE PRIVÉE	ÉTUDES DE DOCTORAT	AUTRE CHOSE	
MAÎTRISE DE LAVAL	32	29	8	7	4	9	5	= 104
MAÎTRISE DE MCGILL	18	0	6	2	4	15	3	= 48
MAÎTRISE DE L'U. DE M.	13	4	5	0	1	7	0	= 30
MAÎTRISE DE L'U. D'OTTAWA	6	0	5	1	0	2	1	= 15
TOTAL	69	33	24	10	9	33	9	= 197

NOTE: Listes fournies en 1971 par les universités concernées; renseignements contrôlés par téléphone en mars 1971.

TABLEAU II

OCCUPATION PRINCIPALE EN 1971 DES 98 RÉPONDANTS AU QUESTIONNAIRE SOUMIS
AUX CANADIENS AYANT COMPLÉTÉ UNE SCOLARITÉ OU UN DIPLOME DE MAÎTRISE EN
SCIENCE POLITIQUE, ENTRE 1960 ET 1970, AU QUEBEC OU À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

	OCCUPATION PRINCIPALE EN 1971							TOTAL
	MAISON D'ENSEI- MENT	FONCTION PUBLIQUE QUÉBEC	FONCTION PUBLIQUE OTTAWA	SERVICE DIPLOMA- TIQUE	ENTRE- PRISE PRIVÉE	ÉTUDES DE DOCTORAT	AUTRE CHOSE	
MAÎTRISE DE LAVAL	21	19	3	4	0	2	2	= 51
MAÎTRISE DE MCGILL	9	0	2	1	2	6	1	= 21
MAÎTRISE DE L'U. DE M.	10	3	3	0	0	3	0	= 19
MAÎTRISE DE L'U. D'OTTAWA	3	0	2	1	0	0	1	= 7
TOTAL	43	22	10	6	2	11	4	= 98
FEMMES	7	2	1	1	1	0	3	= 15
HOMMES	36	20	9	5	1	11	1	= 83

Dans cet échantillon restreint de 98 répondants, les enquêteurs ont repéré trois personnes en chômage (en quête d'emploi). Ces trois chômeurs sont trois femmes. Deux d'entre elles se sont déclarées fort "amères". Selon les propos recueillis par les enquêteurs auprès des quinze femmes interviewées, la poursuite d'études doctorales apparaît comme le meilleur moyen à leur disposition de retarder ou d'éviter le chômage. C'est ainsi que six des quinze femmes interviewées se sont engagées dans des études de troisième cycle (40%), alors que moins de 30% des hommes de l'échantillon l'ont fait (24 des 82 répondants masculins ont en effet entrepris des études de troisième cycle). Il faut noter toutefois que, des trente répondants inscrits au doctorat, il n'y a que onze personnes qui étudient à plein temps: aucune de ces personnes n'est une femme.

La proportion des répondantes qui travaillent dans une maison d'enseignement (7 sur 12) est légèrement supérieure à celle des répondants au travail qui y sont également (36 sur 72). Toutefois parmi les sept répondantes employées par une maison d'enseignement, il n'y a qu'une "enseignante"; les autres sont chercheuses, ou "chercheuses chargées de cours". Par contre, parmi les 36 répondants de sexe masculin employés par les maisons d'enseignement, la majorité sont "professeurs" (en 1971): 18 à l'université, 8 dans des collèges.

Dans l'échantillon considéré, les femmes sont sur-représentées aux deux extrémités de l'échelle des rémunérations. Deux répondantes (sur les 10 qui ont répondu à la question) affichent pour 1970 des revenus supérieurs à \$16,000.00 alors qu'il n'y a que trois hommes (sur 67 qui ont répondu à cette question) dans cette catégorie: 20% des répondantes, 5% des répondants. Par ailleurs six répondantes (sur les 10 qui ont répondu) déclarent, pour 1970, des revenus inférieurs à \$7,000.00 alors qu'il n'y a que six hommes (sur 67 qui répondent à la question) dans cette catégorie: 60% des répondantes, 10% des répondants.

Les études complémentaires

La majorité des répondants, des deux sexes, ont poursuivi des études complémentaires par rapport à leur scolarité de maîtrise en science politique.

Pour 33 des 58 répondants (sur 98) qui ont ainsi poursuivi des études complémentaires, ces études complémentaires ont été effectuées en science politique au niveau du doctorat (données de 1971). Toutefois, en 1971, seuls huit répondants sur les 98 de l'échantillon restreint avaient effectivement acquis un doctorat en science politique après l'obtention préalable de leur maîtrise. Par ailleurs, onze des diplômés interrogés se considèrent comme étudiants inscrits au doctorat à plein temps (et ils ne déclarent aucun revenu d'emploi régulier). Quatorze autres répondants postulent le doctorat tout en occupant un emploi régulier à plein temps (1971): la plupart de ceux-ci sont inscrits en rédaction de thèse de doctorat (1971).

Parmi ces 33 répondants poursuivant ou ayant complété une scolarité de doctorat en science politique, il y en a vingt qui sont à l'emploi d'une maison d'enseignement, onze étudient à plein temps, un autre est fonctionnaire, et le trente-troisième (une femme) cherche du travail (en 1971).

Parmi les 19 répondants qui enseignent à l'université (dont une femme), treize ont entrepris ou complété des études de doctorat en science politique (1971). Parmi les 14 répondants qui sont "chercheurs" dans une université (dont six femmes), cinq ont entrepris des études de doctorat (dont quatre femmes). Un seul des huit professeurs de collège de l'échantillon est (en 1971) inscrit au doctorat.

Si la majorité des répondants qui ont poursuivi des études complémentaires (58 sur 98) l'ont fait en science politique (33 sur 58), il y en a 29 (dont quatre des candidats au doctorat en science politique) qui

détiennent un diplôme (licence ou maîtrise) ou une attestation de scolarité (de plus d'une année) dans une autre discipline (en plus de leur scolarité de maîtrise en science politique). Parmi ces 29 personnes, dix sont au service d'une maison d'enseignement, une autre étudie encore à plein temps et dix-huit sont fonctionnaires. Les disciplines préférées sont l'administration puis, derrière, le droit.

Objectifs de carrière des répondants à leur entrée à l'université

La plupart des répondants disent avoir entrepris leurs études en science politique avec des objectifs de carrière (tableau III): 16 sur 98 visaient une carrière dans la fonction publique, 16 souhaitaient une carrière dans la diplomatie, 18 pensaient à l'enseignement ou à la recherche, 9 rêvaient de journalisme, 6 songaient à une carrière d'homme politique, 33 n'avaient pas d'idée précise et s'intéressaient plutôt à la "culture générale".

TABLEAU III

OBJECTIFS DE CARRIÈRE DES RÉPONDANTS

<u>CATÉGORIES D'OBJECTIFS</u>	AU MOMENT D'ENTREPRENDRE LES ÉTUDES	MODIFICATIONS EN COURS D'ÉTUDES	OBJECTIFS DE CARRIÈRE EN 1971
CARRIÈRE POLITIQUE	6	1	5
FONCTION PUBLIQUE	16	8	28
DIPLOMATIE	16	12	6
JOURNALISME	9	7	3
ENSEIGNEMENT OU RECHERCHE	18	3	38
AUCUN OBJECTIF OU SIMPLEMENT CULTURE GÉNÉRALE	33	15	18
	<u>98</u>	<u>46</u>	<u>98</u>

Note: La distribution initiale est représentée dans la première colonne; 46 répondants ont changé d'orientation (colonne centrale); la distribution finale est représentée dans la dernière colonne.

Parmi ceux qui se destinaient à la diplomatie ou au journalisme (16 et 9), la plupart ont modifié leur orientation en cours de route (tableau III) et ceux-là se retrouvent aujourd'hui dans l'enseignement, sauf trois.

Parmi ceux qui n'avaient pas d'objectifs de carrière (33), il y en a 18 qui en ont finalement développé un (soit en faveur de la fonction publique, soit en faveur de l'enseignement), mais les autres (15) ne sont pas encore décidés, quelle que soit leur occupation actuelle (1971).

Ce sont les répondants d'origine rurale qui étaient initialement le plus attirés par la diplomatie et le journalisme: 19 des 47 répondants originaires des petites localités du Québec songeaient à ces carrières, alors que seuls six des 35 répondants originaires des grandes villes pensaient de même.

Inversement, c'est surtout chez les répondants originaires des grandes villes (Montréal, Québec, Ottawa) que l'enseignement était l'objectif initial: 12 des 35 répondants originaires des grandes villes songeaient déjà à l'enseignement lors de leur inscription en science politique, mais seuls 5 des 47 répondants québécois d'origine rurale affichaient une semblable orientation.

Parmi les répondants à l'emploi des maisons d'enseignement (43), il y en a 20 qui se disent spécialisés en relations internationales ou en études comparatives (pays étrangers); il y en a 20 qui se disent spécialisés en analyse politique (idées politiques, études canadiennes ou québécoises, comportements, institutions politiques) et il y a trois spécialistes de l'administration publique (1971).

Les cheminements de carrière

La tendance à s'orienter vers la fonction publique s'accroît en 1964 et se maintient jusqu'à 1968. En 1964, la moitié des diplômés de

l'année se retrouvent à l'emploi du gouvernement. Il en va encore de même en 1968. Mais la proportion des diplômés de 1969 et de 1970 qui trouvent un emploi dans la fonction publique tombe à moins de 30% alors que la proportion de ceux qui poursuivent leurs études augmente. Le nombre des diplômés augmente mais le nombre des emplois offerts n'augmente pas: de là vient l'évolution dans les proportions.

Vingt des 92 répondants qui ont déjà eu ou ont encore un emploi à plein temps ont d'abord été fonctionnaires fédéraux. Douze de ceux-ci ont quitté ce premier emploi: six pour un emploi dans la fonction publique du Québec, un pour l'enseignement, quatre pour les études et un pour le chômage. Ces données ne tiennent pas compte des officiers du service extérieur (qui sont au nombre de six parmi les 98 répondants).

Dix-neuf répondants ont eu leur premier emploi au gouvernement du Québec. Deux l'ont quitté pour aller à Ottawa et un autre l'a quitté pour les études.

Six répondants (sur un échantillon de 98) n'ont jamais travaillé à plein temps (1971): à savoir, une diplômée en chômage et cinq des onze répondants qui poursuivent (en 1971) des études à plein temps.

Trois répondants ont d'abord travaillé comme journalistes; deux d'entre eux sont ensuite passés à l'enseignement.

Les maisons d'enseignement ont offert leur premier emploi régulier à 43 des répondants: trois l'ont quitté, soit pour les études, soit pour le chômage, soit pour les affaires extérieures. Par contre trois autres personnes (un fonctionnaire, deux journalistes) ont quitté leur premier emploi en faveur de l'enseignement.

Il faut noter qu'aucun des détenteurs d'une maîtrise en science politique du Québec n'occupe un poste dans l'administration d'une municipalité.

Cependant, d'après Statistique Canada, alors qu'il y avait en 1971 76,000 fonctionnaires provinciaux au Québec, il y avait 60,000 fonctionnaires municipaux. L'Université Laval, depuis plusieurs années, et les autres universités depuis peu offrent pourtant un enseignement de science politique dans le "domaine municipal".

Les fonctions assumées au travail

Il est intéressant de noter que, parmi les 92 répondants qui ont déjà occupé un emploi régulier, 29 ont d'abord été employés comme "chercheurs" ou "recherchistes" et 5 autres, après avoir fait autre chose, étaient devenus, en 1971, "chercheurs". Par contre, parmi ceux (29) qui ont débuté dans la recherche, il y en a 16 qui, en 1971, n'étaient plus des chercheurs. Parmi ces 16 chercheurs convertis, 14 avaient obtenu leur premier emploi dans la fonction publique.

Entre 1965 et 1970, les employeurs du gouvernement ont en effet pris l'habitude d'affecter les "politologues" aux postes de recherche. Parmi les 39 répondants dont le premier emploi a été dans la fonction publique, 18 ont d'abord assumé des tâches de recherche. Parmi ces 18 répondants, cinq ont peu après quitté la fonction publique (pour aller aux études ou en chômage) et neuf autres (dont quatre à l'occasion d'un transfert d'Ottawa à Québec) ont été promus à un poste d'administration.

Les emplois "complémentaires" ailleurs que chez l'employeur principal

Quatorze répondants déclarent occuper un emploi secondaire en plus de leur emploi principal (soit 17% de ceux qui ont un emploi). Ces personnes sont celles qui affichent des revenus élevés: onze d'entre elles "déclarent" plus de \$13,000.00 pour 1970. Parmi ces personnes, il y a six professeurs d'université qui acceptent des enseignements, des recherches ou des tâches administratives à l'extérieur. Il y a cinq fonctionnaires (chargés de recherche) qui acceptent des charges d'enseignement à l'université.

Les trois autres personnes sont des "professionnels" de la recherche ou de la consultation dont le revenu principal provient apparemment du gouvernement (ils sont classés, dans le tableau II, comme étant de la fonction publique; ils n'ont pas répondu à la question relative aux revenus).

Les revenus

Si on compare leur revenu à ceux des autres catégories de diplômés d'université ayant comme eux cinq années d'études après le D.E.C. (quatre années après le B.A. classique), on constate que les politologues ne sont pas privilégiés. Les déclarations de 77 répondants (parmi les 87 qui avaient un emploi en 1970) permettent de dresser le tableau suivant:

TABLEAU IV

REVENUS DÉCLARÉS POUR 1970. SELON L'ÂGE

	<u>DATE DE NAISSANCE</u>					TOTAL
	AVANT 1936	1937-39	1940-41	1942-43	APRÈS 1944	
\$7,000 et moins	0	2	3	4	3	12
\$7,000 - \$10,000	1	1	5	6	4	17
\$10,000 - \$13,000	7	7	3	5	2	34
\$13,000 - \$16,000	4	3	2	2	0	11
\$16,000 et plus	0	3	0	0	0	3
TOTAL	12	16	23	17	9	77

L'importance et le nombre des fonctions assumées par quelques-uns des répondants qui ont préféré taire leurs revenus (dix personnes) laissent croire que les proportions pourraient être altérées si les données pertinentes étaient toutes disponibles.

Des facteurs d'âge expliquent sans doute le fait que 65% des gradués de Laval affichent un revenu supérieur à \$10,000.00 en 1970 alors que la proportion n'est que de 50% pour les gradués des autres universités. Les données sur le revenu doivent être examinées à la lumière de celles relatives aux âges ou aux années de graduation. L'échantillon est trop petit pour permettre un tel éclairage. Néanmoins, pour l'ensemble, en fonction des secteurs d'emploi, les données se présentent comme suit:

TABLEAU V

REVENUS DÉCLARÉS POUR 1970, SELON L'EMPLOI

	<u>REVENUS DÉCLARÉS POUR 1970</u>				TOTAL
	MOINS DE \$7,000	\$7,000 \$10,000	\$10,000 \$13,000	\$13,000 et plus	
<u>EMPLOYEUR PRINCIPAL</u>					
MAISON D'ENSEIGNEMENT	12	11	12	5	40
GOVERNEMENT FÉDÉRAL	0	2	5	3	10
GOVERNEMENT PROVINCIAL	0	3	14	5	22
AUTRE	0	1	3	1	5
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL	12	17	34	14	77

Le rapport entre le travail et la formation acquise

La majorité des répondants considèrent que leur travail est largement lié à la formation qu'ils ont acquise en science politique. Une façon de le vérifier a été de demander quelle proportion des revenus réalisés en 1970 était attribuable à la formation acquise (tableau VI).

TABLEAU VI

PROPORTION DES REVENUS ATTRIBUABLE À LA FORMATION ACQUISE EN SCIENCE POLITIQUE, SELON LES FONCTIONS ASSUMÉES PAR LES DIPLÔMÉS, EN 1970

	<u>FONCTIONS CHEZ L'EMPLOYEUR PRINCIPAL</u>			
	ENSEIGNEMENT	RECHERCHE	ADMINISTRATION	TOTAL
<u>PROPORTION DUE À LA FORMATION</u>				
NULLE	3	2	7	12
FAIBLE (30%-50%)	0	2	3	5
FORTE (50%-70%)	0	1	4	5
ABSOLUE	27	13	15	55
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL	30	18	29	77

Le lien entre le domaine général abordé par la thèse de maîtrise et le premier emploi n'est évident que pour les spécialistes de l'administration publique ou des institutions: dans ces secteurs, les diplômés ont trouvé des emplois surtout dans la fonction publique. Quelques-uns de ceux qui ont fait une thèse sur les institutions se considèrent d'ailleurs comme "spécialisés" en administration publique. Dans les autres domaines, y compris en relations internationales, les débouchés ne sont pas liés au secteur de spécialisation à moins qu'on ait trouvé un poste dans les maisons d'enseignement.

Des dix répondants qui ont fait leur recherche dans le domaine des idées politiques ou de la théorie, cinq enseignent, deux font de la recherche et trois occupent des fonctions diverses dans la fonction publique.

La moitié des spécialistes de la "sociologie politique" ont trouvé leur premier emploi dans les maisons d'enseignement (10 sur 20); deux autres ont obtenu leur premier poste à Radio-Canada; les autres se sont engagés dans la fonction publique.

Les 26 thèses en relations internationales et études étrangères recensées dans l'échantillon ont mérité à leurs auteurs les premiers emplois suivants: un poste dans le journalisme, quatorze postes dans les maisons d'enseignement, trois postes aux affaires extérieures, et huit postes dans la fonction publique (intérieure).

Le recouplement des données révèle que tous les répondants qui s'orientaient vers "l'action" ne sont finalement retrouvés dans les maisons d'enseignement! Ceux qui s'orientaient vers la fonction publique s'y sont retrouvés. Mais ceux qui souhaitaient faire une carrière diplomatique ont été déçus (douze cas sur seize), tout comme l'ont été ceux qui songeaient au journalisme (sept cas sur neuf).

Les secteurs à développer

Quelques questions avaient pour objet de recueillir les opinions des répondants sur l'opportunité d'accroître ou de réduire l'importance accordée aux diverses sous-disciplines de la science politique dans l'enseignement et la recherche (à savoir: les relations internationales, l'administration publique, etc.). Le sens que les enquêteurs ont donné à ces questions, formulées de façon très large, est le suivant: "Faut-il, selon vous, augmenter ou réduire le nombre des cours offerts dans tel secteur? Faut-il donner la préséance à tel secteur plutôt qu'à tel autre?" En dépit de ces précautions, les enquêteurs ont noté plusieurs réticences devant ces questions. Plusieurs affichent une conception de la liberté universitaire qui mène à interdire toute interrogation de ce genre. Une vingtaine de personnes ont refusé de répondre et une vingtaine d'autres ont prétendu qu'il fallait

accroître les efforts dans chacun des six secteurs mentionnés.

Les réponses des 80 personnes qui ont répondu à la question sont résumées dans le tableau suivant:

TABLEAU VII

PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES DIVERS SECTEURS MANIFESTÉES
PAR LES DÉTENTEURS D'UNE MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

	IL FAUT AUGMENTER	IL FAUT MAINTENIR	IL FAUT RÉDUIRE
IDÉES ET IDÉOLOGIES	32	36	12
RELATIONS INTERNATIONALES	39	30	11
SOCIOLOGIE POLITIQUE	40	26	18
ÉTUDES RÉGIONALES	46	28	6
THÉORIE ET MÉTHODES	58	16	6
ADMIN. PUBLIQUE	64	10	6

N = 80

Il est intéressant de noter comment se partagent les opinions à l'égard des divers secteurs, selon que les répondants sont spécialisés en l'un d'entre eux. Les observations effectuées à cet égard ne portent que sur 80 répondants (les autres ayant refusé de répondre à la question sur les priorités de développement).

Sur quinze répondants spécialisés en relations internationales au niveau de la maîtrise, quatorze favorisent le développement de l'administration publique; par contre il n'y a que neuf de ces quinze répondants pour préconiser le développement des relations internationales, par rapport à dix opinions en faveur du développement du secteur "théories et méthodes" et du secteur "sociologie politique".

Chez les répondants spécialisés en administration publique lors de leurs études de maîtrise, il y en a quatorze sur dix-sept pour appuyer le développement du secteur "administration"; treize sur dix-sept sont en faveur du développement du secteur "théories et méthodes", alors que le développement des autres secteurs n'intéresse qu'une minorité (huit en relations internationales, six en sociologie politique et quatre seulement dans le secteur "idées et idéologies"). Les répondants spécialisés en administration publique n'hésitent guère à manifester leurs priorités: le nombre de ceux qui préconisent de réduire l'importance accordée à certains secteurs est très significatif (cinq à l'égard des relations internationales et cinq à l'égard du secteur "idées et idéologies").

Les autres répondants (43) ont fait leur thèse de maîtrise sur des sujets qui n'entrent ni dans la catégorie "administration" ni dans la catégorie "relations internationales". Parmi les quinze répondants qui s'identifient à la sociologie politique, il y en a trois seulement en faveur du développement des relations internationales. Les répondants spécialisés dans les secteurs les moins encombrés (33 pour une dizaine de secteurs) sont généralement très favorables à l'administration publique et préconisent généralement le statu quo dans les autres secteurs.

Des six répondants qui ont suggéré de réduire le secteur "administration publique", trois sont actuellement aux études (doctorat), un quatrième est assistant de recherche, un cinquième est à l'emploi de l'entreprise privée et le dernier oeuvre au service d'un "groupe intermédiaire".

Des onze personnes qui proposent des "réductions" dans le secteur "relations internationales", trois sont actuellement aux études (doctorat), trois enseignent, quatre sont fonctionnaires et un dernier est chercheur.

L'opposition au secteur "idées et idéologies" vient de trois étudiants au doctorat, de quatre assistants de recherche, d'un professeur, de trois fonctionnaires et d'un agent diplomatique. Assez curieusement, les propositions visant à réduire le secteur "théories et méthodes" viennent toutes des universités (sauf une); il en va de même des propositions analogues adressées au secteur "sociologie politique".

Les répondants les plus favorables aux divers secteurs ont tendance à se recruter dans certains groupes d'âge et dans certaines catégories de revenus. Les dimensions de l'échantillon restreignent toutefois la portée des observations effectuées à cet égard. Il appert néanmoins que la catégorie \$13,000.00 - \$16,000.00 favorise particulièrement le développement du seul secteur "administration publique" (il y a une voix en faveur du secteur "théories et méthodes" et du secteur "sociologie politique").

La perspective préconisée en science politique: formation générale ou spécialisation

Si les questions concernant les secteurs à développer ont suscité les critiques de plusieurs répondants, celles qui concernaient la perspective générale adoptée (ou à adopter) en science politique ont permis à certains d'exprimer des points de vue fort tranchés. La première question s'énonçait ainsi: "D'après vous, la formation que vous avez reçue en science politique visait-elle à faire de vous un généraliste ou un spécialiste?". La deuxième était rédigée comme suit: "Selon vous, la formation que l'on donne en science politique devrait-elle viser à former des généralistes ou bien, plutôt, des spécialistes (autrement dit, des techniciens)?" Certains ont fait remarquer que le terme "généraliste" est péjoratif. Mais d'autres ont dit que c'est le terme "spécialiste" qui est péjoratif. Quel-

ques-uns ont affirmé qu'il fallait distinguer selon les niveaux (premier cycle, deuxième cycle). D'autres ont dit qu'il fallait distinguer selon les secteurs (administration publique, relations internationales, etc.). Plusieurs, enfin, ont déclaré que le problème était mal posé puisqu'il s'agit ou bien d'une question de disposition personnelle ou bien d'une question qui dépasse la discipline elle-même et qui est liée au débat sur le rôle de l'université. La quasi-totalité des personnes interrogées ont tout de même répondu à la question; toutefois la plupart de celles qui ont exprimé des réserves ont préféré y apporter une réponse nuancée. Les résultats paraissent au tableau VIII:

TABLEAU VIII

TYPE DE FORMATION REÇUE ET TYPE DE FORMATION PRÉCONISÉE

<u>TYPE DE FORMATION REÇUE</u>	<u>TYPE DE FORMATION PRÉCONISÉE</u>				TOTAL
	FORMATION DE "SPÉCIALISTE"	FORMATION DE "GÉNÉRALISTE"	AUTRE RÉPONSE	NON RÉPONSE	
FORMATION DE "GÉNÉRALISTE"	14	43	23	4	84
FORMATION DE "SPÉCIALISTE"	5	2	2	1	10
AUTRE RÉPONSE	0	1	2	0	3
NON RÉPONSE	0	0	0	1	1
TOTAL	19	46	27	6	98

Si 84 répondants n'hésitent pas à qualifier la formation reçue de "généraliste", seuls 43 d'entre eux préconisent clairement un tel type de formation. La formation de spécialistes n'est pourtant préconisée que par dix-neuf répondants.

Tous ceux qui déclarent avoir été formés comme "spécialistes" sont à l'emploi des universités. Tous ceux qui ne sont pas à l'emploi des maisons d'enseignement déclarent avoir reçu une formation de "généralistes". Tous ceux qui donnent une "autre réponse" à la question sont des étudiants ou des personnes à l'emploi des maisons d'enseignement. Parmi les dix répondants qui disent avoir reçu une formation de spécialiste, huit ont obtenu leur maîtrise après 1968.

Il a été possible de faire un recouplement des données pour 89 répondants en ce qui concerne la formation préconisée et la spécialisation poursuivie par les répondants au niveau de la maîtrise. Les résultats apparaissent au tableau IX:

TABLEAU IX

TYPE DE FORMATION PRÉCONISÉE SELON LE SECTEUR
SPÉCIALISATION DES RÉPONDANTS

<u>SPÉCIALISATION DES RÉPONDANTS AU NIVEAU DE LA MAÎTRISE</u>	<u>TYPE DE FORMATION PRÉCONISÉE</u>				TOTAL
	FORMATION DE "GÉNÉRALISTE"	FORMATION DE "SPÉCIALISTE"	AUTRE RÉPONSE	NON RÉPONSE	
RELATIONS INTERNATIONALES	7	2	5	0	14
ADMINISTRATION PUBLIQUE	8	3	6	1	18
ANALYSE POLITIQUE	9	5	2	1	17
AUTRE DOMAINE	20	7	11	2	40
TOTAL	44	17	24	4	89

Il faut noter, dans la lecture du tableau précédent, qu'aucun des répondants qui préconisent une formation de spécialiste ne fait partie de la fonction publique.

L'importance accordée au Québec est-elle suffisante?

Une question se lisait comme suit: "Dans la formation que vous avez acquise, l'importance accordée à chacun des cadres d'analyse suivants, Canada, Québec, étranger, a-t-elle été excessive, ou bien suffisante, ou bien insuffisante, ou bien, enfin, tout simplement nulle?" Les réponses obtenues sont exprimées dans le tableau X:

TABLEAU X

IMPORTANCE ACCORDÉE À TROIS CADRES GÉOGRAPHIQUES D'ANALYSE
AU COURS DE LEURS ÉTUDES SELON LES DÉTENTEURS D'UNE MAÎTRISE
EN SCIENCE POLITIQUE OBTENUE ENTRE 1960 ET 1970 AU QUÉBEC ET À OTTAWA

	<u>IMPORTANCE ACCORDÉE</u>					TOTAL
	EXCESSIVE	SUFFISANTE	INSUFFISANTE	NULLE	NSP NRP	
CANADA	5	59	30	2	2	98
QUÉBEC	0	26	54	15	3	98
ÉTRANGER	10	47	35	22	4	98

Le tableau montre clairement que les détenteurs d'une maîtrise, qui ont été interrogés, considèrent que l'importance accordée à l'étude du Québec est particulièrement insuffisante. Les recoupements de données indiquent que la chose est vraie pour chacune des quatre universités, mais surtout pour les diplômés de McGill et de l'Université de Montréal. Par

contre, c'est chez les gradués de l'Université de Montréal que l'on trouve la plus forte proportion de répondants qui considèrent que l'importance accordée à l'étranger a été excessive. Le recouplement des données selon la spécialisation des répondants ne permet aucune conclusion.

L'opportunité d'un complément de formation à l'extérieur de la discipline

Trente-deux répondants croient qu'un diplômé en science politique n'a pas intérêt à compléter sa formation en acquérant un second diplôme dans un autre domaine; six n'ont pas d'opinion et douze expliquent que l'intérêt d'un second diplôme dépend des circonstances dans lesquelles les études ont été poursuivies ou des objectifs de l'étudiant.

Par contre, les autres répondants (48) croient qu'un diplômé en science politique a intérêt à compléter sa formation en acquérant un diplôme dans un domaine connexe. Les domaines privilégiés sont, par ordre, l'économique (13 mentions), la sociologie (neuf mentions), l'administration ou les hautes études commerciales (sept mentions), les techniques des communications (trois mentions). L'histoire et les mathématiques se sont méritées une mention. La psychologie (qui figurait au tableau des réponses suggérées) ne s'est mérité aucune mention.

Neuf des vingt détenteurs d'un diplôme ou d'une scolarité dans une deuxième discipline ne préconisent pas la poursuite d'un second diplôme. Ceux qui préconisent l'obtention d'un second diplôme et qui en détiennent eux-même un ont tendance à suggérer le secteur de leur seconde spécialisation.

Les recouplements secondaires ne révèlent aucune tendance significative, si ce n'est que les fonctionnaires qui préconisent un second diplôme favorisent exclusivement l'un des trois secteurs suivants, par ordre: l'économique, l'administration et, enfin, le droit (trois cas).

Conclusion

La recherche réalisée permet, somme toute, de mieux connaître les profils de carrière des détenteurs d'une maîtrise en science politique du Québec et d'Ottawa, et de mieux apprécier les sentiments d'un "groupe intéressé" quant à la formation souhaitable.

La lecture des tableaux et des commentaires présentés dans ce rapport nous révèle d'abord que chaque université exploite un marché particulier: Laval fournit la fonction publique du Québec; McGill intéresse une clientèle étrangère et ceux de ses diplômés qui restent au pays se retrouvent presque tous dans l'enseignement; Ottawa trouve son principal débouché dans la fonction publique fédérale; l'Université de Montréal semble moins bien partagée du fait qu'elle ne profite d'aucun marché privilégié.

L'orientation adoptée à l'Université du Québec en direction des études urbaines et régionales pourra peut-être fournir aux diplômés de cette institution des débouchés encore absolument inexploités: les administrations municipales.

Une proportion considérable des diplômés sont engagés dans des activités d'enseignement et de recherche: plus des deux-tiers oeuvrent ou ont oeuvré dans ces secteurs. Par contre les débouchés tant chantés du journalisme et de la diplomatie, s'ils ont attiré le tiers des diplômés, n'en ont satisfait qu'une poignée: des emplois offerts aux diplômés, il y en a 5% dans ces deux domaines.

Après les maisons d'enseignements, les plus gros employeurs de diplômés de science politique sont les services centraux des ministères publics. Un nombre croissant de diplômés y remplissent des tâches administratives de conception et de gestion.

Cette conjoncture mérite d'être liée à la faveur dont jouit la spécialité académique dite de l'administration publique auprès des diplômés interrogés au sujet des priorités de développement.

La perspective "généraliste" est privilégiée par la quasi-totalité des répondants qui, en outre, regrettent que jusqu'ici l'importance accordée à l'étude du Québec ait été insuffisante.

La moitié des répondants croient opportune une spécialisation complémentaire connexe, notamment en économie, en sociologie ou en administration.

Une étude attentive des données recueillies est susceptible d'orienter la réflexion de ceux qui doivent se pencher sur le problème des priorités dans l'enseignement et la recherche en science politique.

Il semble pourtant que l'échantillon utilisé (celui des détenteurs d'une maîtrise) soit un peu restreint, compte tenu du fait que les universités concernées ont décerné quelque 500 baccalauréats spécialisés en science politique au cours des dix années considérées (1960-1970). Néanmoins un recensement des opinions d'une centaine de ceux qui ont complété leur scolarité de maîtrise en science politique entre 1960 et 1970 peut sans doute éclairer ceux qui jusqu'ici ne percevaient ces opinions qu'au travers leur expérience personnelle.

DOSSIER

CPSA Bulletin SCSP

V,1